



Spécialiste en lutte contre la piraterie et la délinquance financière sur Internet, l'avocat et criminologue français, Jacques-Louis Colombani, est auteur de plusieurs ouvrages. De passage à Ouagadougou, courant août 2017, il s'est entretenu avec Sidwaya sur son dernier livre «Cyberespace et terrorisme», et de la lutte contre les terroristes au Burkina Faso et dans le monde.

Sidwaya (S.) : Quels liens entretenez-vous avec le Burkina Faso ?

Jacques-Louis Colombani (J.L.C.) : Mes liens avec le Burkina sont des liens d'amitié avec diverses familles que je connais de longue date. J'ai séjourné plusieurs fois au Burkina Faso, et j'ai même conduit un voyage humanitaire dans la province du Sourou, en 2000, quand j'étais plus jeune. Ce déplacement a donné lieu à la construction de forages, d'un collège, d'un dispensaire et autres infrastructures. Et je me réjouis de retourner régulièrement sur place pour mesurer l'impact de ces réalisations sociales.

**S. : Votre dernier ouvrage, publié en 2016, s'intitule «Cyberespace et terrorisme».
Pouvez-vous nous éclairer sur la thématique traitée ?**

J.L.C. : Dans mes recherches, je me suis rendu compte qu'Internet pouvait servir de moyen pour commettre des infractions, et partant, aider les terroristes dans leurs basses besognes. Ils peuvent utiliser ce canal pour capter mentalement les esprits ou faire de la propagande en jouant sur les croyances. Ils peuvent se servir de l'informatique pour faire voler des drones, dérailler des trains ou couper des systèmes connectés à distance. J'ai considéré que l'utilisation d'Internet comme outil de guérilla était un sujet intéressant, tel que abordé dans mon livre. J'essaie d'expliquer ce mécanisme, son mode de fonctionnement, tout en m'intéressant à la prévention.

S. : Peut-on empêcher les terroristes d'utiliser Internet pour atteindre leurs funestes desseins ?

J.L.C. : Oui, c'est possible. Cela peut se faire par l'éducation des internautes, à travers l'action des entités en charge de la cyberguerre ou de la lutte contre la cybercriminalité et par la promotion de la réglementation relative à l'usage d'Internet. Il faut expliquer aux populations que tout ce qui se dit sur Internet n'est pas crédible et que les terroristes sont des hors-la-loi qui ne méritent aucun soutien.

**S. : Depuis plus d'un an, le Burkina Faso est la cible d'attaques terroristes à répétition.
Pourquoi ce pays, jadis paisible, est-il devenu vulnérable, selon vous ?**

Écrit par Sidwaya

Mercredi, 06 Septembre 2017 05:13 - Mis à jour Mercredi, 06 Septembre 2017 05:25

J.L.C. : Je ne pense pas que le Burkina Faso soit devenu spécifiquement plus vulnérable plus qu'un autre pays. Sur l'échelle du monde, on ne peut pas dire qu'un Etat est plus visé que d'autres. Il y a eu des attaques un peu partout sur la planète, en Europe, en Afrique, etc. A partir du moment où il fait bon vivre quelque part, on a l'impression que cela ennuie les terroristes. C'est une conception qui leur appartient et qui est loin de cadrer avec les règles de l'humanité.

S. : D'aucuns estiment que la récurrence des attaques terroristes au «pays des Hommes intègres» peut trouver réponse dans la chute du Président Blaise Compaoré, dont on disait être proche des milieux djihadistes...

J.L.C. : Je n'ai pas d'avis là-dessus. C'est une question de politique intérieure qu'il ne m'appartient pas de commenter.

S. : Ouagadougou, la capitale burkinabè, a été frappée à deux reprises en l'espace d'un semestre. Certains citoyens pointent du doigt les défaillances des services de renseignements. Leur position est-elle défendable ?

J.L.C. : On a plus besoin de se serrer les coudes que de se donner de mauvais rôles. Il y a le même débat en France. C'est facile d'accuser les services de renseignements. On ne peut pas mettre un agent secret derrière chaque individu. Si on «bunkérise» l'avenue des Champs-Élysées à Paris, les terroristes iront taper ailleurs. C'est une guerre asymétrique.

S. : Peut-on combattre le terrorisme en misant uniquement sur le renseignement comme

le prétendent certains analystes ?

J.L.C. : Le renseignement doit permettre aux politiques de disposer d'un certain nombre d'informations. Mais après, c'est aux politiques de prendre des mesures.

En France, on a des plans qui se mettent en place dans les quartiers, les banlieues, des numéros verts sont mis en place pour aider à la dénonciation des personnes radicalisées, etc.

Du renseignement à la lutte, il y a toute une chaîne. Et de ce point de vue-là, je pense que le renseignement est un élément incontournable, mais pas le seul moyen de lutte.

S. : Que faut-il faire pour lutter efficacement □ contre le terrorisme dans le monde?

J.L.C. : A mon avis, il faut coordonner les moyens de lutte et intensifier la coopération entre Etats, pour espérer gagner le combat contre le terrorisme. Il n'y a pas d'autres solutions.

Interview réalisée par

Kader Patrick KARANTAO

Sidwaya